

Nicolas Rouiller, docteur en droit, avocat
Marc Bauen, docteur en droit, LL.M., avocat
Robert Bernet, docteur en droit, LL.M., avocat
Colette Lasserre Rouiller, docteur en droit, avocate

La société anonyme suisse

Droit commercial, droit comptable,
responsabilité, loi sur la fusion,
droit boursier, droit fiscal

3^e édition

Table des matières

Préface à la troisième édition	V
Remerciements (troisième édition).....	VII
Préface à la deuxième édition.....	IX
Remerciements (deuxième édition)	XI
Préface à la première édition.....	XIII
Sommaire.....	XV
Liste des abréviations et des locutions latines	XVII
Bibliographie générale	XXXI
1. Définition et importance de la société anonyme	1
1.1 Définition	4
1.2 Importance économique.....	9
1.3 Types de sociétés	13
1.4 Formes alternatives à la société anonyme	20
1.5 Aperçu de droit comparé	29
2. Constitution de la société anonyme ; inscriptions au registre du commerce	31
2.1 Introduction	34
2.2 Constitution.....	34
2.2.1 Membres fondateurs	34
2.2.2 Statuts	36
2.2.2.1 Contenu absolument nécessaire.....	37
2.2.2.2 Contenu relativement nécessaire	48
2.2.2.3 Contenu facultatif.....	59
2.2.2.4 Révision des statuts	60
2.2.3 Souscription et libération des actions	63
2.2.4 Nomination des organes	66
2.2.5 Acte constitutif.....	67
2.3 Fondation qualifiée	68
2.3.1 Prescriptions particulières.....	68
2.3.2 Fondation avec apports en nature	69

2.3.3	Fondation par reprise de biens (1881-2022).....	73
2.3.4	Entreprise en tant qu'apport en nature	78
2.3.5	Concession d'avantages particuliers	78
2.3.6	Libération par compensation.....	80
2.4	Acquisition de la personnalité juridique (naissance de la société).....	82
2.4.1	Fonction et effet de l'inscription au registre du commerce	82
2.4.2	Réquisition d'inscription	85
2.4.3	Vérification par le préposé	89
2.4.3.1	Processus de vérification.....	89
2.4.3.2	Opposition à une inscription (procédure judiciaire)	90
2.4.3.3	Pouvoir d'examen (« cognition »).....	93
2.4.4	Inscription au registre du commerce et publication dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) ...	99
2.5	Manquements lors de la fondation, carences dans l'organisation	102
2.5.1	Action en dissolution pour manquements lors de la fondation	102
2.5.2	Mesures en cas de carences dans l'organisation	103
2.6	Actes juridiques antérieurs à l'inscription	104
2.6.1	Emission d'actions	104
2.6.2	Obligations contractées pour la société future	105
3.	Capital et parts du capital	109
3.1	Capital-actions.....	112
3.1.1	Définition	112
3.1.2	Fonction.....	114
3.1.3	Protection du capital-actions.....	115
3.1.3.1	Versement du capital.....	116
3.1.3.2	Préservation du capital-actions	122
3.1.4	Mesures en cas de perte de capital et de surendettement	129
3.1.4.1	Perte de capital	129
3.1.4.2	Mesures en cas de surendettement.....	132
3.1.4.2.1	Constat de surendettement et avis au tribunal	132
3.1.4.2.2	Décision du tribunal	137
3.1.4.3	Surveillance de la solvabilité (« menace d'insolvabilité »).....	142
3.2	Actions.....	143
3.2.1	Définition	143
3.2.2	Types d'actions.....	147

3.2.2.1 Actions nominatives (et registre des actionnaires)	148
3.2.2.2 Actions au porteur	152
3.2.2.2.1 Vue d'ensemble	152
3.2.2.2.2 Le concept classique ; le régime concret de 1881 à 2015 ..	153
3.2.2.2.3 Le compromis de 2015-2019 (2021)	155
3.2.2.2.4 Le régime actuel (dès 2019)	157
3.2.2.3 Actions au porteur ou nominatives émises sous forme de titres intermédiés	158
3.2.2.4 Le registre (ou la liste) des ayants droit économiques	161
3.2.2.5 Actions à droit de vote privilégié	165
3.2.2.5 Actions privilégiées	167
3.2.3 Bon de participation et bon de jouissance	168
3.2.3.1 Bons de participation (BP)	168
3.2.3.2 Bons de jouissance	171
3.2.4 Obligations d'emprunts, emprunts convertibles et emprunts avec bon de souscription d'actions	172
3.2.5 Restrictions à la transmissibilité des actions nominatives	174
3.2.5.1 En général	174
3.2.5.2 Restrictions légales	176
3.2.5.3 Restrictions statutaires pour les actions nominatives cotées en bourse	176
3.2.5.4 Restrictions statutaires pour les actions nominatives non cotées en bourse	181
3.2.5.5 La notion de « valeur réelle »	184
4. Modifications du capital-actions	193
4.1 Augmentation de capital	196
4.1.1 Généralités	196
4.1.2 Augmentation ordinaire	198
4.1.2 Augmentation conditionnelle	209
4.1.2.1 Généralités	209
4.1.2.2 Conditions et mise en œuvre	211
4.1.3 Procédure de prise ferme	214
4.2 Réduction de capital	216
4.2.1 Généralités	216
4.2.2 Types	218
4.2.3 Procédure	221
4.2.3.1 Réductions ordinaires	221

4.2.3.2 Procédure simplifiée de réduction en cas de bilan déficitaire	225
4.2.3.3 Procédure simplifiée en cas de réduction et augmentation simultanées du capital-actions	225
4.3 Marge de fluctuation du capital	226
4.3.1 Le concept et les cas de figure	227
4.3.2 Décisions de l'assemblée générale, statuts et décisions du conseil d'administration.....	228
4.3.3 Cas particuliers	231
5. Droits et obligations des actionnaires	233
5.1 Acquisition, transfert et perte de la qualité d'actionnaire	237
5.2 Principes généraux.....	243
5.2.1 La nature capitalistique de la participation	243
5.2.2 Protection des actionnaires minoritaires	244
5.2.2.1 Droits inaliénables de l'actionnaire.....	244
5.2.2.2 Majorité qualifiée	246
5.2.2.3 Droits de la minorité	246
5.2.3 Anonymat	248
5.2.4 Egalité de traitement entre actionnaires.....	251
5.3 Obligations de l'actionnaire	254
5.3.1 Obligation de libération	254
5.3.2 Absence d'autres obligations	256
5.3.3 Obligations de droit boursier.....	257
5.4 Droits des actionnaires	257
5.4.1 Droits patrimoniaux.....	258
5.4.1.1 Droit au dividende	258
5.4.1.2 Droit à une part du bénéfice de liquidation.....	262
5.4.1.3 Droit à des intérêts intercalaires.....	262
5.4.1.4 Droit d'utiliser les installations de la société.....	263
5.4.2 Droits de participation	263
5.4.2.1 Droit de vote	263
5.4.2.2 Particularités en cas de pluralité d'ayants droit et d'usufruit.....	267
5.4.2.3 Participation à l'assemblée générale.....	272
5.4.2.4 Droit de faire convoquer l'assemblée générale et d'en faire modifier l'ordre du jour.....	273
5.4.2.5 Eligibilité	276
5.4.2.6 Droit d'être représenté au conseil d'administration	276

5.4.3 Droit à l'information et droit de contrôle	277
5.4.3.1 Droit de recevoir les rapports de gestion et de révision ..	278
5.4.3.2 Droits aux renseignements et de consultation	279
5.4.3.2.1 Droit général aux renseignements	279
5.4.3.2.2 Droit de consultation	281
5.4.3.3 Droit de faire instituer un examen spécial.....	284
5.4.3.4 Droit à un réviseur qualifié et indépendant.....	291
5.4.4 Droits d'agir en justice	292
5.4.4.1 Action en annulation des décisions de l'assemblée générale.....	292
5.4.4.2 Actions en constatation de la nullité des décisions de l'assemblée générale ou du conseil d'administration	292
5.4.4.2 Action en responsabilité.....	293
5.4.4.3 Action en restitution	293
5.4.4.4 Action en dissolution de la société.....	296
5.5 Protection de la participation de l'actionnaire	297
5.5.1 Droit de souscription préférentiel.....	298
5.5.2 Droit de souscription préférentiel lors d'émission d'obligations.....	299
5.6 Pactes d'actionnaires	300
5.6.1 Caractéristiques et qualification	300
5.6.2 Contenus usuels	302
5.6.3 Durée et fin	307
5.6.4 Mise en œuvre	308
5.7 Juridiction arbitrale pour les litiges relevant du droit des sociétés	310
6. Droit comptable	317
6.1 En général.....	321
6.1.1 La priorité donnée au principe de prudence ; cent trente ans de particularisme helvétique en droit comptable.....	324
6.1.2 Droit comptable suisse et application de normes comptables internationales aux sociétés suisses.....	328
6.2 Documents comptables	330
6.2.1 Comptes annuels (compte de résultat, bilan et annexe)	330
6.2.1.1 Bilan.....	331
6.2.1.2 Compte de résultat	338
6.2.1.3 Annexe.....	340
6.2.2 Documents comptables complémentaires	346

6.2.2.1 Comptes consolidés (« comptes de groupe »)	346
6.2.2.2 Rapport annuel.....	351
6.2.2.3 Tableau des flux de trésorerie	352
6.3 Principes régissant l'établissement régulier des comptes	356
6.3.1 Principe de continuité d'exploitation	357
6.3.2 Principe d'indépendance des exercices.....	359
6.3.3 Autres aspects du principe de régularité	362
6.4 Méthodes d'évaluation	370
6.4.1 Règles générales et particulières	370
6.4.1.1 Principe de prudence	370
6.4.1.2 Principe de l'évaluation individuelle	371
6.4.1.3 Evaluation initiale des actifs	372
6.4.1.4 Evaluations subséquentes des actifs	373
6.4.1.4.1 Actifs cotés en bourse ou ayant un prix courant observable.....	373
6.4.1.4.2 Stocks et prestations de service non facturées	379
6.4.1.4.3 Immeubles et participations	381
6.4.1.4.4 Frais d'organisation (pour mémoire)	384
6.4.1.5 Evaluation des dettes.....	385
6.4.2 Amortissements, corrections de valeur et provisions	386
6.4.2.1 Amortissements	387
6.4.2.2 Corrections de valeur (dépréciations)	392
6.4.2.3 Provisions.....	394
6.4.2.4 Documentation relative aux amortissements, dépréciations et provisions.....	401
6.5 Réserves	402
6.5.1 Notion et fonction	402
6.5.2 Réserves légales	403
6.5.2.1 Notions et distinctions	403
6.5.2.2 Réserve légale issue du capital	404
6.5.2.3 Réserve légale issue du bénéfice	406
6.5.2.4 Réserves pour actions propres et réserves de réévaluation	408
6.5.3 Réserves facultatives	408
6.5.3.1 Réserves statutaires.....	408
6.5.3.2 Réserves facultatives non statutaires (« ponctuelles »).....	410
6.5.4 Réserves latentes.....	410
6.5.4.1 Conditions	410
6.5.4.2 Types de réserves latentes	412

6.5.4.3 Problématique.....	413
6.6 Normes comptables reconnues – IFRS, Swiss GAAP RPC (aperçu).....	418
6.6.1 Vue d'ensemble.....	418
6.6.1.1 Sources juridiques de l'établissement des comptes selon une « norme reconnue ».....	418
6.6.1.2 Choix de la norme comptable reconnue.....	420
6.6.1.3 Traitement des comptes établis selon une norme comptable reconnue.....	421
6.6.1.4 Observations générales.....	423
6.6.2 Les normes internationales d'information financière – IFRS.....	427
6.6.2.1 Mode d'élaboration des normes ; structure.....	427
6.6.2.2 Survol du cadre conceptuel et de quelques normes d'évaluation.....	433
6.6.2.3 Principe de prudence et IFRS : opposition, tensions et convergences.....	437
6.6.3 Les Recommandations pour la présentation des comptes – Swiss GAAP RPC	442
6.6.4 Perspectives	445
7. Organisation de la société anonyme.....	449
7.1 Introduction	455
7.1.1 Les organes	455
7.1.2 Organes prescrits par la loi et organes facultatifs	457
7.2 Assemblée générale	461
7.2.1 Fonction.....	461
7.2.2 Compétences intransmissibles	462
7.2.3 Types d'assemblée générale.....	468
7.2.3.1 Assemblée générale ordinaire	468
7.2.3.2 Assemblée générale extraordinaire	468
7.2.3.4 Assemblée universelle et approbation donnée par écrit à une proposition	470
7.2.4 Convocation	472
7.2.5 Préparation, déroulement et procès-verbal	480
7.2.5.1 Préparation et déroulement de l'assemblée générale	480
7.2.5.2 Préparation du procès-verbal.....	487
7.2.6 Représentation des actionnaires	488
7.2.6.1 Représentant individuel	489
7.2.6.2 Représentant indépendant en matière de droit de vote	490

7.2.6.3 Le représentant dépositaire	493
7.2.6.4 Représentant membre d'un organe de la société	494
7.2.6.5 Communication par les représentants institutionnels.....	495
7.2.7 Délibérations et décisions	496
7.2.7.1 Délibérations	496
7.2.7.2 Décision et prescriptions concernant le quorum	503
7.2.7.3 Procès-verbal	510
7.2.8 Décisions irrégulières.....	513
7.2.8.1 Action en annulation.....	513
7.2.8.2 Nullité	522
7.3 Conseil d'administration	525
7.3.1 Fonction.....	525
7.3.2 Election, révocation et démission	526
7.3.2.1 Election et conditions d'éligibilité	526
7.3.2.2 Révocation et démission	531
7.3.3 Compétences	533
7.3.3.1 Gestion	533
7.3.3.2 Représentation.....	535
7.3.3.3 Délégation de la gestion et de la représentation	538
7.3.3.4 Attributions intransmissibles et inaliénables	539
7.3.4 Organisation et décision	543
7.3.4.1 Organisation.....	543
7.3.4.2 Séances	545
7.3.4.3 Droit à l'information et droit à la consultation	546
7.3.4.4 Décisions.....	547
7.3.4.5 Procès-verbal	549
7.3.5 Devoirs des membres du conseil d'administration	550
7.3.5.1 Devoir de diligence	551
7.3.5.2 Devoir de fidélité (ou « de loyauté »).....	553
7.3.5.3 Devoir d'égalité de traitement	566
7.3.6 Indemnités et rémunérations.....	567
7.3.6.1 En général	567
7.3.6.2 Dans les sociétés cotées en bourse.....	568
7.3.6.2.1 La compétence incontournable de l'assemblée générale et ses modalités	570
7.3.6.2.2 Les rémunérations interdites	572
7.3.6.2.3 Le rapport de rémunération.....	575
7.4 Organe de révision	577
7.4.1 Fonction et qualité d'organe	577

7.4.2	Structure de la réglementation légale relative à la révision.....	578
7.4.3	Contrôle ordinaire	580
7.4.3.1	Cas de contrôle ordinaire	580
7.4.3.2	Exigences quant à l'organe de révision chargé du contrôle ordinaire	582
7.4.3.3	Attributions de l'organe de révision en cas de contrôle ordinaire	585
7.4.4	Contrôle restreint.....	588
7.4.4.1	Cas de contrôle restreint.....	588
7.4.4.2	Exigences quant à l'organe de révision chargé du contrôle restreint.....	588
7.4.4.3	Attributions de l'organe de révision en cas de contrôle restreint.....	589
7.4.4.4	Renonciation au contrôle restreint (« <i>opting out</i> »).....	589
7.4.5	Dispositions communes	592
7.4.5.1	Election	592
7.4.5.2	Fin du mandat	594
7.4.5.3	Exécution du mandat.....	597
7.4.5.4	Autres tâches confiées par la loi à l'organe de révision ...	597
7.4.5.5	Autres tâches confiées volontairement à l'organe de révision.....	598
7.4.5.6	Autres tâches de vérification confiées à d'autres experts	599
7.4.6	Remarques pratiques.....	599
7.4.7	Surveillance des réviseurs	601
8.	Responsabilité	609
8.1	Vue d'ensemble	616
8.2	Responsabilité pour le prospectus d'émission	619
8.2.1	Responsables et ayants droit.....	620
8.2.2	Conditions de la responsabilité.....	622
8.3	Responsabilité des fondateurs.....	627
8.3.1	Responsables et ayants droit.....	627
8.3.2	Conditions de la responsabilité.....	629
8.4	Responsabilité pour l'administration, la gestion et la liquidation	632
8.4.1	Responsables et ayants droit.....	632
8.4.2	Conditions de la responsabilité.....	639
8.4.2.1	Domage.....	639

8.4.2.2	Violation d'un devoir (illicéité).....	646
8.4.2.3	Restriction à la responsabilité en cas de délégation licite	667
8.4.2.4	Faute.....	668
8.4.2.5	Causalité	671
8.4.2.6	Aperçu synoptique de la jurisprudence récente	673
8.4.3	Excursus : la responsabilité en droit public.....	676
8.4.3.1	Responsabilité solidaire pour dettes fiscales	676
8.4.3.2	Responsabilité solidaire pour contributions aux assurances sociales	680
8.4.4	Couverture du risque de responsabilité	685
8.4.4.1	Couverture par la société ou par l'actionnaire (unique ou majoritaire)	685
8.4.4.2	Couverture par un contrat d'assurance.....	688
8.5	Responsabilité des réviseurs.....	695
8.5.1	Responsables et ayants droit.....	695
8.5.2	Conditions de la responsabilité.....	698
8.5.2.1	Dommage.....	698
8.5.2.2	Violation d'un devoir (illicéité).....	702
8.5.2.3	Causalité, faute, évaluation du dommage et solidarité ..	705
8.6	Mise en œuvre des prétentions en responsabilité	707
8.6.1	Généralités.....	707
8.6.2	Prétentions hors faillite.....	707
8.6.3	Prétentions dans la faillite.....	710
8.6.4	Prescription et for.....	712
8.6.5	Solidarité et action récursoire	714
9	Dissolution et liquidation.....	717
9.1	Dissolution	720
9.1.1	Définition	720
9.1.2	Motifs de dissolution	720
9.2	Liquidation	729
9.2.1	Société en liquidation	729
9.2.2	Procédure de liquidation.....	733
9.3	Dissolution sans liquidation	739
9.4	Liquidation par voie de faillite	740
10	Groupes de sociétés	745
10.1	Notion	749

10.2 Aspects choisis	755
10.2.1 Obligation d'établir des comptes consolidés	755
10.2.2 Protection des actionnaires minoritaires.....	759
10.2.3 Conseil d'administration de la filiale	764
10.2.4 Responsabilité au sein du groupe	765
11. Gouvernement d'entreprise (« corporate governance »).....	773
11.1 Généralités	779
11.2 Concept et objectifs principaux	784
11.3 Prescriptions suisses en matière de gouvernement d'entreprise.....	785
11.3.1 Droit de la société anonyme.....	786
11.3.1.1 Compétences intransmissibles et inaliénables du conseil d'administration	786
11.3.1.2 Transparence sur la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction (2005-2022) et règles décisionnelles contre les rémunérations abusives (dès 2013)	789
11.3.1.3 Règles de transparence spéciales applicables aux entreprises actives dans les matières premières.....	794
11.3.1.4 Règles de transparence en matière non financière	797
11.3.1.4.1 Protection de l'environnement et des droits de l'homme.....	797
11.3.1.4.2 Représentation des hommes et des femmes dans le conseil d'administration et la direction des sociétés cotées.	799
11.3.2 Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise.....	799
11.3.2.1 Nature juridique	799
11.3.2.2 Contenu essentiel	800
11.3.3 Directive sur les informations relatives à la Corporate Governance	818
11.3.3.1 Nature juridique	818
11.3.3.2 Contenu essentiel	821
11.4 Le gouvernement d'entreprise dans les petites et moyennes entreprises	827
12. Réformes en cours.....	831
12.1 Introduction	834
12.2 Simplifications et allègements proposés en 2017, refusés dans le processus parlementaire.....	837

12.2.1	Acte sous seing privé pour fonder une société (ou en augmenter le capital).....	837
12.2.2	Règle sur la computation des absentions.....	839
12.2.3	Responsabilité des réviseurs commettant une faute par négligence.....	839
12.3	Réformes envisagées antérieurement et non adoptées.....	842
12.3.1	Actions sans valeur nominale.....	842
12.3.2	Suppression du capital non libéré.....	843
12.3.3	Suppression des actions à droit de vote privilégié.....	843
12.3.4	Décisions de l'assemblée générale en matière de gestion.....	845
12.4	Réformes proposées en initiative populaire :	
	« multinationales responsables ».....	846
12.5	Réformes en cours : registre central des ayants droit économiques.....	847
12.6	Réformes en matière fiscale et financière.....	847
12.7	Vue d'ensemble critique.....	848
13.	Loi sur la fusion.....	851
13.1	Introduction.....	855
13.2	Fusion.....	856
13.2.1	Types de fusion.....	856
13.2.1.1	Fusions proprement dites.....	856
13.2.2.2	Fusion improprement dite et quasi-fusion.....	858
13.2.3	Fusions autorisées.....	859
13.2.3	Buts de la fusion.....	860
13.2.4	Procédure de fusion.....	861
13.2.4.1	Fusion ordinaire.....	861
13.2.4.2	Fusion simplifiée pour les groupes de société.....	862
13.2.4.3	Fusion simplifiée pour les petites et moyennes entreprises.....	864
13.2.5	Normes protectrices.....	866
13.2.5.1	Protection des créanciers.....	866
13.2.5.1	Protection des travailleurs.....	867
13.3	Scission.....	868
13.3.1	Types de scission.....	868
13.3.2	Scissions autorisées.....	869
13.3.3	Fonction de la scission.....	870
13.3.4	Procédure de scission.....	870

13.3.4.1 Procédure ordinaire	870
13.3.4.2 Procédure simplifiée	871
13.3.5 Dispositions protectrices	872
13.3.5.1 Protection des créanciers	872
13.3.5.2 Protection des travailleurs.....	873
13.4 Transformation de société	873
13.4.1 Types de transformation de société.....	873
13.4.2 Transformations autorisées.....	874
13.4.3 Fonctions de la transformation.....	875
13.4.4 Procédure.....	876
13.4.4.1 Procédure ordinaire	876
13.4.4.2 Procédure simplifiée	877
13.4.5 Dispositions protectrices	877
13.4.5.1 Protection des créanciers.....	877
13.4.5.2 Protection des travailleurs.....	878
13.5 Transfert de patrimoine	878
13.5.1 Types de transfert de patrimoine	878
13.5.2 Transferts de patrimoine autorisés.....	879
13.5.3 Fonctions du transfert de patrimoine	880
13.5.4 Procédure.....	880
13.5.5 Dispositions protectrices	884
13.5.5.1 Protection des créanciers	884
13.5.5.2 Protection des travailleurs.....	884
13.5.5.3 Bonne foi des débiteurs	884
13.6 Protection des droits.....	885
13.6.1 Action en examen des parts sociales et des droits de sociétariat	885
13.6.2 Action en annulation.....	887
13.6.3 Action en responsabilité.....	888
13.7 Restructurations internationales	890
13.7.1 Transformation de société étrangère en société suisse.....	890
13.7.2 Fusion vers la Suisse.....	893
13.7.3 Emigration et fusion vers l'étranger.....	895
13.7.4 Autres opérations	896
14. Droit boursier.....	897
14.1 Principes	903
14.1.1 Dispositions particulières dans le droit de la société anonyme	903

14.1.2 Dispositions du droit boursier.....	905
14.2 Cotation.....	907
14.2.1 Introduction	907
14.2.2 Standards réglementaires de cotation et de négoce de SIX Swiss Exchange (« segments de cotation et du négoce »)	908
14.2.3 Règlement de cotation.....	912
14.2.4 Procédure de cotation	914
14.2.4.1 Obligations de la société (émetteur)	914
14.2.4.2 Conditions relatives à la valeur mobilière cotée	916
14.2.4.3 Devoirs d’information et de publication en vue de la cotation – prospectus de cotation et annonce de cotation.....	918
14.3 Conditions du maintien de la cotation.....	925
14.3.1 Introduction	925
14.3.2 Devoirs d’annonce (publicité régulière)	928
14.3.3 Exigences en matière d’établissement des comptes	929
14.3.4 Rapports périodiques.....	931
14.3.5 Gouvernement d’entreprise (corporate governance)	933
14.3.6 Publicité événementielle.....	933
14.3.6.1 Selon le Règlement de cotation	933
14.3.6.2 Faits soumis au devoir d’annonce	936
14.3.6.3 Diffusion des annonces événementielles	941
14.3.6.4 Report et fuite de l’information.....	943
14.3.6.5 Suspension du négoce.....	945
14.3.6.6 Responsabilité de la société	946
14.3.7 Publicité des transactions des organes dirigeants (« transactions du management »)	946
14.3.7.1 Selon le Règlement de cotation	946
14.3.7.2 Les opérations soumises au devoir d’annonce.....	947
14.3.7.3 Les personnes soumises au devoir d’annonce	950
14.3.7.4 Annonce à la société	950
14.3.7.5 Annonce à SIX.....	952
14.3.7.6 Responsabilité de la société	953
14.3.8 Expiration, suspension et radiation de la cotation	955
14.3.8.1 Expiration de la cotation	955
14.3.8.2 Suspension de la cotation.....	956
14.3.8.3 Radiation de la cotation (décotation).....	956
14.3.9 Aperçu synoptique des sanctions prononcées par la Commission des sanctions de SIX (de 2008 à 2021)	960

14.3.9.1 Tableau des décisions de la Commission des sanctions en matière comptable.....	961
14.3.9.2 Tableau des décisions de la Commission des sanctions dans les matières autres que les infractions aux référentiels comptables.....	963
14.4 Publicité des participations.....	966
14.4.1 Obligation de déclarer de l'actionnaire	966
14.4.2 Personnes soumises à l'obligation de déclarer	966
14.4.3 Faits soumis au devoir d'annonce.....	971
14.4.3.1 Acquisition et aliénation directes et indirectes de titres de participation	971
14.4.3.2 Acquisition et aliénation de droits d'échange et d'acquisition ; émission de droits d'aliénation ; « dérivés de participation »	974
14.4.3.3 Autres faits soumis au devoir d'annonce.....	977
14.4.4 Seuils légaux.....	979
14.4.5 Déclaration à la société et à la bourse.....	981
14.4.6 Obligation d'informer de la société.....	982
14.4.7 Exemptions, allègements et décisions préalables	982
14.4.8 Conséquences de la violation du devoir d'annonce	983
14.5 Offre publique d'acquisition	983
14.5.1 Introduction	983
14.5.2 Définition et champs d'application	986
14.5.3 Surveillance et examen de l'offre publique d'acquisition	987
14.5.3.1 Autorité de surveillance des marchés financiers « FINMA » (autorité supérieure de surveillance).....	987
14.5.3.2 Commission des offres publiques d'acquisition (COPA).....	988
14.5.4 Obligations de l'offrant	989
14.5.4.1 Obligation de publier un prospectus d'offre	989
14.5.4.2 Egalité de traitement	991
14.5.4.3 Actions de concert et groupes organisés	992
14.5.4.4 Devoirs d'annonce pendant la durée de validité de l'offre	995
14.5.5 Procédure et contenu de l'offre.....	996
14.5.5.1 Contrôle	996
14.5.5.2 Conditions et durée	997
14.5.5.3 Modification et retrait.....	1000
14.5.6 Annonce préalable ; offre potentielle	1000

14.5.7	Obligation de présenter une offre	1003
14.5.7.1	Obligation légale de présenter une offre.....	1003
14.5.7.2	Dérogation à l'obligation de présenter une offre.....	1005
14.5.7.3	Procédure.....	1007
14.5.7.4	Prix minimal de l'offre obligatoire.....	1008
14.5.7.5	Conditions et délai pour présenter l'offre	1010
14.5.7.6	Sanctions.....	1011
14.5.7.7	Dispense par la société cible de l'obligation de présenter une offre (<i>opting out</i> et <i>opting up</i>)	1012
14.5.8	Obligations de la société cible et mesures défensives.....	1015
14.5.8.1	Rapport du conseil d'administration	1015
14.5.8.2	Mesures défensives de la société cible.....	1018
14.5.8.3	Offres concurrentes	1021
14.5.8.4	Obligation de déclarer les transactions pendant la durée de l'offre	1023
14.5.8.5	Annulation des titres restants (<i>squeeze out</i>)	1023
15.	Droit fiscal.....	1025
15.1	Introduction	1031
15.1.1	En général	1031
15.1.2	Impôts directs et indirects.....	1032
15.1.3	Calcul du bénéfice fiscal	1034
15.1.3.1	Portée du bilan commercial ; principe de détermination	1034
15.1.3.2	Deuxième étape : ajustements fiscaux.....	1036
15.2	Questions choisies de l'imposition des sociétés	1041
15.2.1	Imposition dans le temps	1041
15.2.2	Amortissements et provisions	1041
15.2.2.1	Définition et fonction des amortissements.....	1041
15.2.2.2	Principes régissant l'amortissement.....	1042
15.2.2.3	Types d'amortissement admis en droit fiscal.....	1043
15.2.2.4	Amortissement progressif et amortissement immédiat	1045
15.2.2.4	Provisions.....	1047
15.2.3	Remploi.....	1050
15.2.4	Déduction des pertes.....	1051
15.2.4.1	Notion et régime juridique	1051
15.2.4.2	Planification fiscale	1052
15.2.5	Prestations appréciables en argent.....	1053

15.2.5.1 Définition	1053
15.2.5.2 Régime fiscal des prestations appréciables en argent	1062
15.2.6 Apports dissimulés.....	1064
15.2.7 Liquidation partielle indirecte.....	1065
15.2.7.1 Notion et développement historique	1065
15.2.7.2 Régime fiscal appliqué avant l'adoption de dispositions légales spécifiques.....	1066
15.2.7.3 Nouveau régime fiscal de la liquidation partielle indirecte	1067
15.2.8 Transposition.....	1077
15.2.8.1 Notion.....	1077
15.2.8.2 Evolution et régime fiscal actuel	1077
15.2.9 Impôt sur les gains immobiliers	1078
15.2.10 Décisions préalables de l'administration fiscale (rescrits, advance rulings).....	1080
15.3 Régimes fiscaux particuliers : participations, frais de recherche, intérêts notionnels, nouvelles entreprises, but d'intérêt général	1084
15.3.1 Aperçu général et historique	1084
15.3.2 Réduction pour participations	1085
15.3.3 Déduction pour les frais de recherche et développement et « patent box ».....	1087
15.3.4 Déduction des intérêts notionnels (coûts du capital propre).....	1089
15.3.5 Amortissement des réserves latentes déclarées et non imposées	1090
15.3.6 Allègements fiscaux pour les nouvelles entreprises	1091
15.3.7 Exonérations au titre d'un but d'intérêt général.....	1093
15.3.8 Régimes abrogés en 2020 : sociétés de participation (« holding »), sociétés de domicile, sociétés « mixtes ».....	1096
15.3.8.1 Sociétés de participation (« sociétés holding »).....	1096
15.3.8.1.1 Notion et fonction	1096
15.3.8.1.2 Impôts cantonaux	1097
15.3.8.2 Sociétés de domicile	1098
15.3.8.2.1 Notion et fonction	1098
15.3.8.2.2 Impôts cantonaux	1098
15.3.8.2.3 Limites juridiques	1099
15.3.8.3 Sociétés mixtes.....	1100
15.4 Imposition intercantonale.....	1101
15.5 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	1105

15.5.1	Fondement juridique	1105
15.5.2	TVA sur les opérations réalisées en Suisse.....	1106
15.5.2.1	Opérations imposables	1106
15.5.2.2	Contribuables (« assujettis »)	1107
15.5.2.3	Imposition de groupe.....	1107
15.5.2.4	Assujettissement volontaire	1108
15.5.2.5	Lieu des opérations imposables.....	1109
15.5.2.6	Opérations exclues de la TVA	1110
15.5.2.7	Opérations exonérées.....	1111
15.5.2.8	Base de calcul de l'impôt.....	1111
15.5.2.9	Taux de l'impôt.....	1111
15.5.2.10	Facturation	1112
15.5.2.11	Déduction de l'impôt préalable	1112
15.5.2.12	Naissance de la créance fiscale, décompte et paiement de l'impôt	1113
15.5.3	TVA sur les importations	1114
15.6	Impôt anticipé	1115
15.6.1	Notion et fondement juridique.....	1115
15.6.2	Assiette fiscale.....	1117
15.6.2.1	Revenus des capitaux mobiliers.....	1117
15.6.2.2	Prestations appréciables en argent.....	1118
15.6.2.3	Excédents de liquidation	1121
15.6.2.4	Acquisition de ses propres actions par une société anonyme (rachat d'actions)	1122
15.6.3	Perception de l'impôt	1124
15.6.3.1	En général	1124
15.6.3.2	Procédure de déclaration	1124
15.6.4	Remboursement de l'impôt.....	1126
15.6.4.1	Principe du complet remboursement.....	1126
15.6.4.2	Remboursement exclu : principe et exceptions	1127
15.7	Droits de timbre	1130
15.7.1	En général	1130
15.7.2	Droit de timbre d'émission.....	1130
15.7.2.1	Notion et fondement juridique.....	1130
15.7.2.2	Naissance de la créance fiscale, taux et calcul de l'impôt.....	1131
15.7.3	Droit de timbre de négociation.....	1131
15.8	Restructuration d'entreprise.....	1133

15.8.1	Introduction	1133
15.8.1.1	Principe de la neutralité fiscale	1133
15.8.1.2	Principe de la neutralité fiscale et impôt sur le bénéfice	1134
15.8.1.2.1	Conditions générales.....	1134
15.8.1.2.2	Conditions particulières à certaines transactions	1134
15.8.1.3	Principe de la neutralité fiscale et autres impôts	1138
15.8.1.3.1	Impôts fonciers	1138
15.8.1.3.2	Impôt anticipé.....	1138
15.8.1.3.3	Droit de timbre	1139
15.8.1.3.4	TVA.....	1139
15.8.2	Fusion	1140
15.8.2.1	Principe de la neutralité fiscale	1140
15.8.2.2	Fusion de sociétés d'un même groupe (« sociétés sœurs »)	1140
15.8.2.3	Absorption d'une filiale.....	1141
15.8.2.4	Fusion entre une société mère et sa filiale	1142
15.8.2.5	Fusion avec une société en liquidation.....	1142
15.8.2.6	Fusion internationale	1142
15.8.2.7	Fusion en vue d'un assainissement	1143
15.8.3	Scission	1143
15.8.4	Transformation d'une société.....	1144
15.8.4.1	En général	1144
15.8.4.2	Transformation d'une société en nom collectif ou en commandite en une société anonyme	1144
15.8.4.3	Transformation d'une société anonyme en une autre personne morale	1145
15.8.5	Transfert de patrimoine	1145
15.8.5.1	Fusion, scission et transformation de société par le biais d'un transfert de patrimoine	1145
15.8.5.2	Transformation de société au moyen d'un transfert de patrimoine.....	1146
15.8.5.3	Transfert de patrimoine à une filiale	1146
15.8.5.4	Transfert de patrimoine au sein d'un groupe de sociétés	1146
15.9	Aspects de droit fiscal international	1147
15.9.1	En général	1147
15.9.2	Conventions de double imposition	1149
15.9.2.1	En général	1149

15.9.2.2 Fonction	1150
15.9.3 Imposition des sociétés anonymes suisses ayant des relations internationales	1151
15.9.3.1 En général	1151
15.9.3.2 Types de relations internationales	1152
15.9.3.2.1 En général	1152
15.9.3.2.2 Etablissement stable	1154
15.9.3.2.3 Placements à l'étranger	1155
15.9.3.3 Mesures anti-abus	1156
15.9.4 Réformes en cours	1157
15.10 Traitement fiscal privilégié des dividendes ; délimitation avec les salaires	1158
Index des mots-clefs	1165
Table des matières	1197